

**Nations unies - Session annuelle de
la commission de consolidation de la
paix "Consolidation et
pérennisation de la paix au Sahel" -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies**
(New York, 12 novembre 2018)

Sous-thème 1 : Partenariat des Nations unies avec les principales parties prenantes aux niveaux stratégique et opérationnel pour assurer la cohérence du soutien international à la région du Sahel

Monsieur le Président de la Commission de consolidation de la paix, cher Ion,

Monsieur le Secrétaire permanent, cher Maman,

Monsieur le Président Buyoya,

Monsieur le Conseiller spécial du Secrétaire général, cher Ibrahim,

Madame la Représentante de l'ONG REPSFECO,

Je tiens tout d'abord à remercier la présidence roumaine d'avoir fait du Sahel une priorité du programme de travail de la commission de consolidation de la paix cette année. Merci mon cher Ion. C'est un choix qui nous semble éminemment pertinent, tant les problématiques qui touchent la région du Sahel appellent une action coordonnée et complémentaire de l'ensemble des acteurs du continuum de paix. Et je remercie les interventions particulièrement éclairantes de nos panélistes.

Je serai bref, comme vous nous l'avez demandé. La France est convaincue que notre engagement collectif en faveur de la stabilisation du Sahel doit nécessairement s'articuler autour d'une action combinée sur les piliers politique, sécuritaire et du développement :

- Le pilier politique tout d'abord, car il ne saurait y avoir de stabilisation durable au Sahel sans la pleine mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali, qui devient de plus en plus urgente. Le Conseil de sécurité a fixé un cadre robuste pour accompagner les parties maliennes en ce sens, conformément aux termes mêmes de l'accord de paix. Nous pensons que la communauté internationale doit utiliser l'ensemble de ces leviers, notamment

d'ici l'échéance de mars fixée par la résolution 2423.

- Le pilier sécuritaire ensuite, car il ne saurait y avoir de stabilité au Sahel sans une lutte sans merci contre les groupes terroristes qui menacent les populations et la stabilité des Etats de la région. Il importe sur ce point de continuer à approfondir le partenariat entre les différentes présences de sécurité déployées au Mali et au Sahel - les armées nationales, la MINUSMA, la force conjointe du G5 Sahel, Barkhane et les missions européennes - qui ont chacune une valeur ajoutée propre et poursuivent tous le même objectif stratégique. Il est également de notre responsabilité de renforcer le soutien multilatéral à la force conjointe du G5 Sahel. C'est une priorité de premier plan. La force conjointe du G5 Sahel constitue en effet une réponse commune des Etats du G5 contre une menace à la paix et à la sécurité internationales dont les causes et les implications dépassent leur seule sous-région. C'est pour cette raison que la France soutient l'octroi à la force conjointe d'un mandat sous chapitre VII, ainsi que d'un financement prévisible et durable sur contributions obligatoires des Nations unies.

- Le pilier du développement enfin, car il ne saurait y avoir de stabilité au Sahel sans la création de perspectives durables pour les populations du Sahel, et notamment sa jeunesse. Il est important que chacun inscrive son action dans le cadre fixé par la stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel, qui a vocation à servir de boussole, afin d'éviter toute dispersion ou duplication des efforts. Nous saluons à cet égard le travail d'actualisation de cette stratégie qui vient d'être achevé par le Secrétariat, sous l'impulsion de la vice-Secrétaire générale. Avec 500 projets identifiés pour un montant d'engagement de plus de 7,5 milliards d'euros d'ici 2022, l'Alliance Sahel s'inscrit pleinement dans les lignes directrices fixées par ce cadre commun. Elle vise à mobiliser les bailleurs en faveur du Sahel et à promouvoir des bonnes pratiques garantissant que l'aide parvienne rapidement aux populations les plus vulnérables, notamment dans les zones transfrontalières. Le PNUD a notamment tout son rôle à y jouer sur le volet gouvernance. Enfin, le travail mené par les pays de la région dans le cadre du plan d'investissements prioritaires doit également être soutenu ; c'est l'objet de la conférence de Nouakchott du 6 décembre prochain, à laquelle la France sera représentée à haut niveau.

Sur chacun de ces points, les Nations unies ont un rôle central à jouer pour garantir la cohérence et l'efficacité de la mobilisation de chacun. Cela passe notamment par une action coordonnée de l'ensemble des acteurs du système onusien, de la prévention à la consolidation de la paix, en passant par le maintien de la paix. La commission de consolidation de la paix a toute sa place dans cette architecture. Nous souhaitons qu'elle continue à se mobiliser sur la question du Sahel.

La France continuera de son côté à porter la question de la stabilisation du Sahel au Conseil de sécurité, sous ses différents aspects. Elle étudiera avec attention les conclusions qui seront tirées de cette réunion dans le rapport annuel de la commission de consolidation de la paix. Ces recommandations pourront utilement guider les prochaines discussions du Conseil sur la situation en Afrique de l'Ouest et au Sahel, notamment à l'occasion du briefing semestriel sur l'UNOWAS prévu en janvier prochain.

Gardons à l'esprit qu'au-delà des défis que nous connaissons tous, le Sahel est une terre d'opportunités pleine de promesses. Notre objectif commun est bien de répondre à ces défis, mais aussi de donner leur plein potentiel à ces immenses opportunités.

Je vous remercie./.